

CIBLE

Jeux

Face à la sanglante répression qui frappe les insurgés tibétains, la campagne pour le boycott des Jeux de Pékin est à inscrire dans un débat plus large.

Si ces jeux sont un divertissement auquel participent des sportifs, des publicitaires et des chaînes de télévision, les autorités politiques nationales n'ont pas à y paraître ni à s'en mêler.

Si ces jeux sont considérés comme un moment d'amitié entre les peuples et de compétitions entre des athlètes portant leurs couleurs nationales, on ne peut laisser à une organisation privée la charge d'un événement symbolique et la responsabilité du choix des pays dans lesquels se dérouleront les jeux. Les décisions sont politiques et elles impliquent les dirigeants des nations concernées.

Une enquête internationale sur l'organisation des Jeux est donc indispensable : il faut connaître les raisons pour lesquelles le Comité olympique a choisi Pékin, siège d'un gouvernement dictatorial, et vérifier que les dirigeants du CIO ne bénéficient pas de rétributions susceptibles d'influencer leur choix.

ARMÉE FRANÇAISE

Soldats en danger

Société

Les ghettos du Gotha

p. 6-7

Fonctionnaires

Nivellement vers le bas

p. 4

Nous aimons : nous participons !

L'Élysée a nommé Nicolas Princen comme *Monsieur Internet* pour repérer sur la Toile tout élément de désinformation concernant Nicolas Sarkozy. À l'initiative de notre confrère *Marianne2*, participez au jeu-concours de délation et gagnez le *Corbeau d'Or du Web* ! ⁽¹⁾

La rédaction de *Royaliste* s'engage avec délectation dans le mouchardage (2) et propose à ses amis une méthodologie de la délation qui leur permettra de jouer gagnant-gagnant (3) et de ramener dans nos locaux le *Corbeau d'Or* que nous placerons sur une balance en métal désargenté.

Apprenez à distinguer :

L'incrimination de groupe : donnez à Nicolas Princen l'adresse parisienne du Medef et la liste de celle et ceux qui se réunissent à cet endroit pour échanger des valises de billets de banque, dissimuler les preuves de leurs trafics et se moquer de Tracfin.

La balance ciblée : signalez à Nicolas Princen que le juge chargé du scandale de l'IUMM est d'un laxisme impardonnable : il traîne pour les perquisitions, laisse des complices en liberté, fait semblant de ne pas voir que Dame Parisot est mouillée jusqu'au cou dans l'affaire.

La diffamation à l'ancienne : susurrez à la grande oreille de Nicolas Princen qu'un très haut personnage qui a une grande maison en bas des Champs-Élysées a écrit dans son journal intime que Jean-Claude Trichet était un *oizot de mauvais Zogure* (sic) et un *Pâle Toquet* (re-sic).

La dénonciation anxieuse : communiquez à Nicolas Princen une fausse note des Renseignements généraux où il est écrit qu'une famille de clandestins arabo-musulmans liés à Ben Laden pénètre subrepticement dans l'appartement de Brice Hortefeux quand il est au travail pour égorger des moutons dans sa baignoire.

La délation simple : écrivez à Nicolas Princen (avec de l'encre sympathique) que l'*Église de Scientologie* intrigue pour faire nommer Emmanuelle Mignon (conseillère pour les affaires méta-religieuses et le scoutisme) à New York à la place de David Martinon.

La médisance déstabilisante : suppliez Nicolas Prin-

cen de ne pas répéter que le compte bancaire de Christine Ockrent est à découvert et que sa banque lui a retiré sa carte de crédit. Rappelez Nicolas pour lui faire jurer qu'il ne dira pas à Bernard Kouchner que sa compagne avait mis tout son blé dans une banque américaine qui vient de faire faillite.

La balance vicieuse : prévenez Nicolas Princen que Christine Boutin a dit à Fadela Amara qu'on surnommait Nadine Morano *Nana La Murène* et que Fadela a bien rigolé. Prévenez Nadine Morano que Nicolas Princen a quelque chose à lui dire au sujet de Christine Boutin et dites-lui (à Nadine) que Fadela veut lui piquer des crédits. Prévenez Fadela que Nadine et Christine sont deux cathos réacs qui veulent lui régler son compte lors du prochain remaniement grâce au soutien d'un chanoine du Latran. Laissez bouillir.

L'embrouille à double res-
sort : Avertissez Nicolas Prin-

cen que Nicolas Sarkozy a créé une cellule secrète chargée de contrôler ses connexions sur la Toile. Faites dire à Nicolas Sarkozy que Nicolas Princen écoute son portable et enregistre ses SMS.

L'embrouille à double res-
sort dramatisée : Envoyez un message au supposé président pour l'avertir que l'autre Nicolas a repiqué les codes de commande du tir nucléaire (précisez qu'il s'agit de fusées très dangereuses qui peuvent faire beaucoup de dégâts et que l'autre Nicolas les a dirigées sur Washington).

Le ragotage pervers-poly-
morphe à rebondissements dif-
férés susceptibles de déclen-
cher un lynchage médiatique : envoyez à Nicolas Princen des photos truquées le montrant au bras de Cécilia, de Carla et d'anciennes copines de lycée du supposé président. Signifiez-lui par exploit d'huissier que ces photos ont été envoyées à *TF 1* (Émission *le Droit de savoir*) et qu'elles seront diffusées en boucle sur *CNN* à partir du 1^{er} avril. Envoyez un double des photos à Nicolas Sarkozy en l'avertissant que, de surcroît, l'autre Nicolas est l'amant de la princesse de Clèves - ce qui laisserait supposer un complot royaliste. Exigez au nom du Salut public l'arrestation immédiate du dénommé Honoré de Balzac, de son cousin Pons et de sa cousine Bête.

Colonel SPONZ

(1) http://www.marianne2.fr/De-noncez-a-l-Elysee-vos-amis-anti-sarkozystes-et-gagnez-le-Corbeau-d-Or-du-Web!_a84877.html

(2) Les dénonciations doivent être adressées à nicolas.princen@sarkozy.fr

(3) Nous envisageons de lancer un site participatif de délation durable : mouchNAR.cafteurs.NS

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE : BERNARD HORTÉFEUX

SOMMAIRE : p.2 : Nous aimons, nous participons - p.3 : Bayrou - La pire des victoires - p.4 : Benhamou - Le nivellement par le bas - p.5 : Chef des armées - p.6/7 : Les ghettos du Gotha - p.8 : Portraits - La colère de Natalia - p.9 : La fragilité moderne - p.10 : Gaston d'Orléans - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Les disjonctés.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

La pire des victoires

Bayrou

Quand le Parti socialiste est battu, ses dirigeants sombrent dans la mélancolie. Quand la revanche survient, ils se rengorgent puis se laissent aller à la somnolence des fauves repus mais toujours prêts à mordre le voisin.

Le problème, avec les grands corps politiques malades, c'est qu'il faut toujours poser le même diagnostic. La victoire de la gauche aux élections municipales et cantonales oblige en effet à reprendre deux séries d'observations qui se recoupent sur la plupart des points : celles qui ont été faites à chaud par les éditorialistes ; celles que nous faisons depuis des mois ou des années.

Le commentaire de la première catégorie indique à juste titre que la gauche a bénéficié du rejet du sarkozysme et qu'elle ne mérite pas sa victoire parce qu'elle n'a pas de projet politique. Ces jugements n'effacent pas les qualités des maires de gauche - mais il y a aussi de bons maires de droite « *et tout ça ça fait d'excellents Français* » selon les admirables paroles de l'inoubliable chanson de Maurice Chevalier. Ah ! le formidable optimisme de notre Maurice, juste avant 1940...

Le commentaire de la seconde catégorie consiste à rappeler :

a) que les hiérarques socialistes vaincus sont catastrophiques parce qu'ils restent sans voix pendant des mois ou des années et privent le pays de l'opposition structurée et combative qui doit animer le débat politique ;

b) que les hiérarques socialistes vainqueurs sont désastreux parce que la défaite du

camp adverse, généralement due à ses fautes, erreurs et divisions, leur donne des bouffées d'orgueil le dimanche soir et les incite le lundi matin à vivre dans le confort de leurs palais municipaux et régionaux. Nous subissons le capitalisme rentier. Nous avons de surcroît à supporter le socialisme des rentes de situation - des rentes qui s'apprécient aussi en espèces sonnantes et trébuchantes car les affaires municipales et régionales se financent par maints tuyaux qui ne sont pas toujours transparents ;

c) il s'ensuit que l'analyse faite par Michel Charasse il y a dix-huit mois se vérifie de manière très inquiétante : les grands barons socialistes n'ont pas envie d'assumer la charge du pouvoir central, éprouvante à tous égards et qui ne permet pas de rétribuer grand monde, en prébendes et autres plaçous. Ségolène Royal était pour eux une candidate idéale : sachant qu'elle allait perdre, en raison de ce que j'appellerai pour être polie ses insuffisances notoires, ils étaient sûrs de récupérer les déçus du sarkozysme comme autrefois les déçus du chiraquisme.

Certes, plusieurs hiérarques ont envie de *faire président* : Ségolène Royal certainement, Bertrand Delanoë sans doute et Dominique Strauss-Kahn pourrait poser une candidature de social-dilettante. J'allais oublier Laurent Fabius, mais ces vingt dernières années

prouvent qu'il n'a jamais eu le courage de son ambition. Nous aurons donc dans les mois qui viennent des batailles d'appareil qui opposeront principalement des candidats de la droite du parti et qui verra accessoirement manœuvrer un opportuniste passé de l'aile droite à l'aile gauche en quelques mois - ce qui en dit long sur la force de ses convictions.

Mais on n'a pas besoin d'idées pour entrer à l'Élysée : Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy en ont fait la consternante démonstration et un dirigeant socialiste peut bénéficier en 2012 d'un vote de rejet de la droite.

Reste la tendance lourde. Les jeunes et vieux barons socialistes peuvent fort bien s'accommoder d'un partage implicite des pouvoirs : à la droite libérale les institutions nationales, à la gauche social-libérale les collectivités territoriales - du moins une majorité de villes, de départements, de régions.

Cette hypothèse est sinistre car elle ferait peser sur la France et les Français la chape de plomb d'un conservatisme diversement coloré. Mais le pire n'est pas certain : les Français ne se sont pas résignés à l'ultra-libéralisme comme le serine la droite du Parti socialiste depuis mai dernier et la plupart des tentatives de recentrage par alliance avec le Modem se sont traduites par un report de voix de gauche sur les candidats antilibéraux. Le socialisme démocratique a un avenir en France - mais hors de l'appareil qui s'est rendu à l'ultra-libéralisme.

Sylvie FERNOY

Vraiment incompréhensible, la stratégie de François Bayrou ? Très intelligible au contraire ! L'homme du centre poursuit sa route en solitaire et estime à juste titre que hors de celle-ci il n'y a point de salut. Il a réussi à échapper à la droite, qui lui interdisait tout destin national. Ce n'est pas pour tomber dans les marécages du centre-gauche où il se perdrait de réputation.

Sa défaite à Pau sanctionne cet égocentrisme, mais il s'en remettra. Il n'a pas d'autre objectif que la présidentielle de 2012. Le reste n'a aucune importance. Comme les pires des généraux, François Bayrou juge que ses troupes servent à assurer sa gloire. Des lieutenants se sont déconsidérés en essayant de s'allier à la gauche à Paris ou en ralliant la droite à Périgueux ? Ces excursions foireuses seront oubliées dans quelques semaines et le Modem se rassemblera le moment venu à l'appel de son Chef.

Ce cynisme nimbé de fausse candeur n'est pas un gage d'efficacité. Les électeurs et les adhérents du Modem sont pour beaucoup des citoyens en quête d'une nouvelle perspective politique. Ce qui suppose la définition d'un projet fondé sur des convictions. Il leur reste quatre ans pour s'apercevoir que François Bayrou n'a d'autre projet que lui-même. S'il conserve quelques convictions, elles proviennent de l'idéologie supranationale formatée aux alentours de 1950 et enrichie par la dogmatique de la Commission et de la Banque centrale européennes.

Tout le contraire d'une pensée et d'un projet salutaires !

J. B.

Benamou

O pportuniste caricatural qui courtisa François Mitterrand avant d'aller paître chez Nicolas Sarkozy, Georges-Marc Benamou a exaspéré tant de monde à l'Élysée que le supposé président a décidé d'écarter ce conseiller aux affaires culturelles (sic) en le nommant directeur de l'Académie de France à Rome. Décision à tous égards scandaleuse et dénoncée comme telle.

Dans une lettre publique (1), Olivier Poivre d'Arvor a révélé qu'il allait être nommé à la Villa Médicis après accord explicite de Nicolas Sarkozy. Il précise que Georges-Marc Benamou l'avait chargé de rédiger un projet de relance de l'institution. Il s'étonne que ce personnage puisse considérer la Villa Médicis comme une sinécure alors que le directeur doit se consacrer à sa tâche à plein temps.

Dans une pétition, quinze artistes dénoncent la décision de Nicolas Sarkozy et rappellent sa déclaration du 6 avril 2007 aux termes de laquelle il souhaitait que « les nominations aux fonctions les plus importantes de l'État se fassent sur des critères de compétences et de hauteur de vue, et non sur des critères de proximité avec le pouvoir politique en place. Les candidats à ces nominations seront auditionnés publiquement par le Parlement et celui-ci pourra mettre son veto à leur nomination. »

Nicolas Sarkozy doit tenir sa promesse et veiller désormais à ce que les nominations à de hautes fonctions ne viennent pas ternir l'image de la France. En termes sarkoziens : casse-toi, Benamou, tu salis ton pays.

Annette DELRANCK

(1) <http://bibliobs.nouvelobs.com/2008/03/18/poivre-darvor-benamou-ma-tue>

De nombreux gouvernements en ont rêvé, celui de Nicolas Sarkozy et de François Fillon va le faire : réduire considérablement les effectifs de la fonction publique d'État et ouvrir certaines de ses missions, aujourd'hui encore préservées, au privé.

L'objectif visé est de revenir à l'équilibre budgétaire et de diminuer la dette publique qui ne cessait de s'aggraver. Pour y parvenir le président de la République et son Premier ministre viennent de se doter d'un outil, la révision générale des politiques publiques (RGPP) qui vient compléter la Lolf (1), et prévoient de transformer en profondeur le statut des fonctionnaires.

Le propos est on ne peut plus clair. « *De nombreux rapports ont décrit la situation dégradée des finances publiques françaises, notamment caractérisées par le déficit budgétaire de l'État et le fort taux d'endettement (...) Or, l'une des raisons principales de cette situation vient d'une gestion publique trop peu efficace* » entachée par « *une croissance rapide de ses dépenses et de ses effectifs* » (2). Pour mener à bien son projet, le gouvernement envisage, tout d'abord, de sonder les acteurs concernés (le citoyen, le contribuable, l'usager et l'agent public), puis de dresser un état des lieux, enfin, de tracer des perspectives d'évolution.

On ne peut certes pas reprocher au gouvernement de faire un état des lieux, de redéfinir les missions de l'administra-

tion en fonction des besoins de nos concitoyens et de la politique publique qu'il souhaite mettre en œuvre. Ce qui est critiquable, en revanche, c'est que cette nécessaire réforme sera pervertie par ce qui reste la préoccupation première de nos gouvernants : les économies à court terme. Le nombre de fonctionnaires sera réduit plus que de besoin, la qualité des services rendus aux usagers en pâtira, et la capacité d'intervention de l'État se verra réduite. L'ambiance dans la fonction publique est actuellement morose et les agents de l'État ne savent pas aujourd'hui si leur poste existera encore demain, et s'ils continueront à exercer le même métier.

Et les fonctionnaires n'ont pas fini de s'inquiéter. Un projet de loi, « *relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique* », rédigé par Eric Woerth, ministre du Budget, des comptes publics et de la fonction publique, et entériné par le chef du gouvernement, prévoit, en effet, de réformer le statut de fonctionnaire. L'intention de départ est bonne, qui présente la mobilité comme un droit qui permet aux agents de l'État d'évoluer dans leur carrière, notamment via la formation professionnelle. Mais le véritable enjeu de cette loi est, une fois

encore, de diminuer le nombre de fonctionnaires.

Ainsi, le nouveau statut autorisera-t-il la mise au chômage technique sans indemnités de tout fonctionnaire d'État qui, dans le cadre d'un redéploiement, ne trouverait pas un nouveau poste. Pour continuer de percevoir sa rémunération, il devra chercher lui-même un autre emploi, dans le public ou dans le privé. Autre aberration de ce texte qui présente tout statut actuel comme une entrave : la possibilité pour l'État de recourir à l'intérim pour assurer la continuité du service public. Cette possibilité, qui existe déjà, mais demeure fortement encadrée, pourrait devenir la norme.

En quelques années, la politique ultra-libérale des gouvernements de droite comme de gauche qui se sont succédé, sera parvenue à harmoniser par le bas en instaurant dans le public la précarité de l'emploi qui prévaut dans le privé.

Où est le progrès ?

Nicolas PALUMBO

(1) La Lolf, Loi organique relative aux lois de finances, décidée par le gouvernement Jospin en août 2001 est entrée en vigueur en 2006. Elle « *introduit une logique de performance et de responsabilisation des gestionnaires* » des deniers publics.

(2) In *Guide méthodologique de la Révision générale des politiques publiques* mis en ligne sur le site de Bercy : http://www.fonction-publique.gouv.fr/IMG/guide_methodologique_RGPP.pdf

Chef des armées

Y aura-t-il encore en 2012 un soldat français hors de France sous commandement français ?

Le président Sarkozy, qui ne portait déjà pas le budget de la défense dans son cœur quand il était ministre des Finances, a demandé dès son avènement un *livre blanc* sur la défense et la sécurité. L'exercice est en réalité une arme contre l'armée et ce livre blanc connaîtra le même sort que le précédent rédigé en 1994 à la demande de Édouard Balladur.

Ses auteurs avertis décriront le monde issu du 11-septembre. Même si l'antiterrorisme ne sera pas le motif exclusif, et si l'on s'efforcera de paraître imaginer la guerre du futur, du réchauffement climatique aux nouvelles technologies de l'information, de l'immigration à la prolifération, on sera toujours surpris par l'inattendu. Pour autant, les prévisions de moyens seront-elles aussi démenties ? L'exercice de réflexion du livre blanc sera réduit à presque rien comme en 1995 par les effets de la révision générale des politiques publiques qui garantit déjà 30 000 sinon 50 000 suppressions d'emplois dès la première année. Quant à l'Europe de la défense, on sait ce qu'il en est advenu dans le traité de Lisbonne. Les rédacteurs du livre blanc réitéreront les mêmes vœux pieux qu'il y a quatorze ans, tandis que le président Sarkozy, après le Chirac de 1995, prépare le retour dans l'Otan.

Entre l'Europe et l'Otan, entre les missions de maintien de la paix et les opérations humanitaires, y aura-t-il en-

core place pour une armée nationale combattante, des militaires qui se battent pour la France ?

Le président Sarkozy a clairement posé comme condition à un retour *complet* dans l'Otan, une *avancée* sur la défense européenne. On relèvera déjà l'asymétrie. Quelle *avancée* ? Lisbonne a institué une clause de défense *mutuelle* : c'est la reproduction de l'engagement d'assistance au cas où l'un des membres était attaqué. C'est le stade minimal. Au-delà, la défense *commune* où une force commune défend l'ensemble, ne sera instituée que s'il y a unanimité. La limite est fixée expressément dans le traité, pour les États membres de l'Otan, par leur engagement dans l'organisation militaire *qui reste le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre*. Ces derniers mots qui avaient été ajoutés au projet de traité constitutionnel par la conférence intergouvernementale de 2004 ne sauraient être réconciliés avec le projet de défense européenne.

Les Britanniques n'adhèrent donc pas au projet Sarkozy et, sans eux, le projet n'a pour ainsi dire plus de sens. Toute la belle architecture de Saint-Malo de 1998 est à l'eau. Paris n'a pas d'autre alternative dans l'Union européenne. La seule issue pour Sarkozy est dans un dialogue direct avec les États-Unis. Il devra attendre pour cela le prochain président américain. D'ici là on en est réduit à des coopérations *renforcées*, des partenariats à

la carte, où la France convainc de plus en plus malaisément quelques Polonais et Suédois de l'accompagner au Congo ou au Tchad.

L'Otan est engagée dans une course de vitesse et une fuite en avant. Le prochain sommet de Bucarest (2-4 avril) devrait marquer un apogée pour l'influence américaine et de son aptitude à attirer sous son giron de plus nombreux États.

La France est financièrement contrainte à des choix douloureux qui l'amèneront à sacrifier des équipements ambitieux (le second porte-avions ?), à fermer des bases, en France et hors de France, à dissoudre des unités. Personne ne viendra au secours de la troisième armée du monde avec le cinquième budget (hors pensions) qui nous ramène déjà au niveau du Japon (après États-Unis, Chine, Grande-Bretagne et Russie). L'Europe est une fausse porte de sortie et il n'y aura pas de politique de défense commune avec un budget auquel les vingt-sept contribueraient. Une armée au rabais ne serait pas non plus considérée par les militaires et stratèges américains autrement que comme une force d'appoint, de suppléants. Nous sommes donc condamnés à persévérer dans l'être. Si nous l'admettons et érigeons cette dure nécessité en loi, alors le successeur de Sarkozy que nous élirons en 2012 pourra encore se prévaloir d'être chef des armées. D'ici là, l'actuel président ne pourra pas se défausser sur d'autres de ses responsabilités.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ITALIE** - Le prince Emmanuel-Philibert de Savoie, âgé de 35 ans, fils de l'actuel prétendant au trône Victor-Emmanuel, a annoncé son intention de se présenter aux élections législatives du mois d'avril. Il briguera l'un des six sièges ouverts au vote des Italiens résidant à l'étranger. Concernant sa candidature il a reconnu : « *Dans mon milieu, il y a eu quelques oppositions car on dit que la monarchie doit être au-delà des partis, mais aujourd'hui nous sommes en 2008 et on ne peut pas vivre en se disant « comme c'était bien avant 1946 ». Il faut regarder vers l'avenir sans oublier le passé* ». Le jeune prince a fondé il y a deux ans une association *Valori e Futuro* (Valeurs et Avenir) qui se décrit sur son site internet comme un *mouvement d'opinion* qui défend « *les traditions régionales et la culture nationale, la famille, les racines chrétiennes* » et veut concrétiser les *droits des citoyens* : logement, travail, sécurité, justice, santé.

♦ **NÉPAL** - Les mouvements et partis monarchistes ont lancé un manifeste visant à sauver la monarchie assiégée de toute part, en réclamant la tenue d'un référendum. « *Une démocratie parlementaire avec une monarchie constitutionnelle est la seule alternative fiable pour le Népal* » a déclaré Kamal Thapa, l'ancien ministre de l'Intérieur et actuel dirigeant du *Rastriya Prajantanka Party* (RPP). Il ajoute d'autre part que la décision d'abolir la monarchie n'était pas de la compétence du gouvernement intérimaire : « *La décision prise par les sept partis d'abolir la monarchie est inconstitutionnelle* ». « *Nous sommes d'avis que la décision finale quant à la monarchie doit être prise par la tenue d'un référendum public* » a-t-il ajouté. Selon la décision prise par le gouvernement intérimaire, sous la pression des maoïstes, la monarchie devrait être abolie lors de la première réunion de l'Assemblée constituante issue des élections qui doivent se tenir en avril.

♦ **TONGA** - Le gouvernement de Tonga prépare activement les cérémonies de couronnement du roi George Tupou V, prévues pour débuter fin juillet. Le roi a succédé à son père Taufa'ahau Tupou IV en septembre 2006 mais son couronnement avait été remis en raison des violentes émeutes de novembre 2006 qui avaient détruit la presque totalité du centre-ville de la capitale Nukualofa. Ces destructions, toujours visibles, posent d'ailleurs un problème à Edgar Cocker, chef de cabinet au ministère du Tourisme, car la capacité hôtelière de l'île reste réduite et ne pourra suffire à l'accueil des personnalités ayant répondu à l'invitation. En effet, les représentants des familles royales du Japon, d'Angleterre, de Norvège, des Pays-Bas, de Monaco, de Thaïlande et du Bhoutan sont d'ores et déjà annoncés, sans parler des nombreux hauts dignitaires des gouvernements de la région qui devraient aussi faire le déplacement. Pour pallier cette carence, le gouvernement envisage de louer un paquebot qui serait ancré dans la rade de la capitale.

Les ghettos du Gotha

Anciens directeurs de recherche au CNRS, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot ont présenté aux lecteurs de *Royaliste* la plupart des ouvrages qu'ils ont consacrés aux anciennes et aux nouvelles dynasties bourgeoises. Ces vastes enquêtes sociologiques font aujourd'hui référence et nous sommes heureux de leur donner à nouveau la parole. Il s'agit cette fois des territoires de la bourgeoisie et de la manière dont cette classe s'organise pour assurer leur défense. Neuilly n'a pas échappé à leur attention...

■ **Royaliste : Que voulez-vous montrer, dans votre nouveau livre ?**

Monique Pinçon-Charlot : Notre projet était d'éclairer la manière dont les grandes familles fortunées sont mobilisées pour défendre leurs espaces.

Cette enquête est particulière parce qu'elle a été entièrement filmée en vue d'une diffusion sur France 3. Pour nous, c'était une manière de montrer, avant notre départ à la retraite, la « cuisine de la recherche » - comment on parvient à pénétrer un milieu très fermé, comment cela se passe avec les sujets de l'enquête, comment nous analysons les entretiens... A ce propos, nous avons sans doute moins bien maîtrisé les choix des entretiens que dans les enquêtes précédentes à cause de la présence de la caméra et du poids de l'équipe de tournage qui valorisait l'image.

■ **Royaliste : Pourquoi privilégier ce que vous appelez « la défense des espaces » ?**

Monique Pinçon-Charlot : Il est plus facile de montrer

comment des espaces (propriétés, environnement) sont défendus par les grandes familles bourgeoises, alors que leur mobilisation pour la défense de leur capital financier s'effectue dans la discrétion. Avec ce livre, nous pouvons cependant montrer que nous avons affaire à une véritable classe sociale, au sens de Karl Marx et de Pierre Bourdieu - une classe mobilisée à tous les instants et sur tous les fronts. Il n'y a rien d'anecdotique dans cette classe - qu'il s'agisse de la couverture de l'avenue de Gaulle à Neuilly ou de la défense de la vue que l'on a depuis les fenêtres de son château.

■ **Royaliste : Vous avez beaucoup travaillé à Neuilly...**

Monique Pinçon-Charlot : Oui, et c'était pendant la campagne pour l'élection présidentielle ! Neuilly était d'autant plus emblématique que son ancien maire était candidat. Tout d'un coup, notre travail prenait de la visibilité car Nicolas Sarkozy est le porte-parole des familles que

nous étudions - même si certaines de ces familles étaient déjà très critiquées à son égard. Il n'empêche que 87 % des habitants de Neuilly ont voté pour Nicolas Sarkozy. Les scores sont également excellents dans le XVI^e et dans le VII^e arrondissement de Paris. Il y a donc une communauté idéologique nette, claire et précise !

Michel Pinçon : A Neuilly, l'entre-soi, le *ghetto du gotha*, est vraiment sans faille. Certes, on ne peut habiter dans les beaux quartiers que si on en a les moyens. Mais il existe une loi SRU qui exige 20 % de logements sociaux à Neuilly comme ailleurs. Or cette commune concentre le plus grand nombre de foyers assujettis à l'ISF, le revenu moyen par habitant est le plus élevé de France et les logements sociaux ne représentent que 2,6 % du total. De plus, ces logements sociaux se situent dans le haut de gamme et la population logée dans ces HLM n'est vraiment pas à ranger parmi les gens qui ont de petits revenus !

Il y a là un exemple très significatif : jamais on ne laisse la porte entrouverte à la mixité sociale, aux populations modestes. A Neuilly, les riches sont entre eux et veulent demeurer dans leur ghetto.

Autre exemple : autour de Paris, nous avons un périphérique des riches et un périphérique des pauvres. A l'est, c'est une tranchée à vif dans le tissu urbain. A l'ouest, les tranchées sont aménagées et les souterrains très nombreux. Nicolas Sarkozy s'est battu pour que l'avenue Charles de Gaulle à Neuilly soit enfouie un jour sur deux kilomètres de longueur - de la Porte Maillot à la Défense.

■ **Royaliste : Ça coûte cher ?**

Monique Pinçon-Charlot : Oui ! Le coût serait de 1 milliard d'euros. A juste titre, le schéma directeur de la région parisienne estime que ce n'est pas une priorité. Mais vous verrez que cette avenue, rebaptisée Route nationale 13, sera recouverte aux frais du contribuable comme « route » traversant une ville. La mairie ne veut rien payer, sauf les fleurs et les éléments de décoration (petites fontaines...) du jardin couvrant l'avenue. Pour ne pas augmenter les impôts locaux la commune a monté une opération de densification près de pont de Neuilly : on va construire deux énormes tours de bureaux (au mépris du rééquilibrage au profit de l'est parisien) pour financer

les décorations grâce à la taxe professionnelle. Cela paraît anecdotique, mais on voit bien comment les habitants de Neuilly sont vigilants sur les détails des projets qui visent à rendre encore plus agréable leur ghetto de luxe.

Michel Pinçon : La solidarité urbaine entre communes riches et communes pauvres ne cesse de se réduire alors que les problèmes des banlieues difficiles s'aggravent. La territorialisation de l'inégalité atteint des proportions inouïes. Le discours politique qui valorise la mixité sociale est sans effet : au contraire, au moment des événements de Villiers-le-Bel, les députés UMP ont voté une réduction de plusieurs dizaines de millions d'euros de la Dotation de Solidarité Urbaine. Nous donnons dans notre livre d'autres exemples concrets.

■ Royaliste : Vous dites que la bourgeoisie mobilise les élites de l'État. De quelles manières ?

Monique Pinçon-Charlot : Les pouvoirs publics et les grandes familles fortunées appartiennent au même univers. Beaucoup de jeunes gens de bonnes familles passent les grands concours et se retrouvent à des postes de responsabilité. Il y a une connivence de fait.

Par exemple, il existe un G8 du patrimoine : les présidents de huit associations (*La Demeure historique*, *La sauvegarde de l'Art français*, etc.) se retrouvent tous les mois et se concertent directement avec le ministre de la Culture. Un arrêté ministériel récent a formalisé ces rencontres qui ne sont en fait que du *lobbying* : on fait pression sur les tracés d'autoroutes, sur les implantations d'éoliennes en amont de la procédure législative : les projets de loi concernant le patrimoine expriment les intérêts défendus par ce G8 sous couvert de l'intérêt général.

Il y a aussi l'exemple du Parc régional naturel des Trois-Forêts qui entoure les parcs de plusieurs châteaux dans l'Oise alors qu'une très jolie commune qui a une municipalité communiste n'est pas incluse dans le parc. Nous montrons que le souci écologi-

que et la défense du patrimoine masquent des éléments sociologiques qui aboutissent à la protection de certaines propriétés déjà surprotégées.

■ Royaliste : Des associations comme *Les Amis du Louvre* ou *SOS Paris* recrutent largement hors du milieu social que vous étudiez...

Michel Pinçon : C'est vrai. *Les Amis du Louvre* ont 70 000 adhérents... et nous en faisons partie ! Mais parmi les dirigeants de cette association on trouve la baronne Bich (veuve de l'inventeur du crayon Bic), Michel David-Weill, qui fut une des grandes figures de la banque Lazard, l'épouse d'Olivier Dassault, le baron Éric de Rothschild... Ces gens ne sont pas là par hasard : ils ont la volonté de participer à la gestion du patrimoine culturel national, de contrôler la gestion de l'espace urbain. Nous avons fait les mêmes observations pour *SOS Paris* et le *Comité Vendôme* qui sont dirigés par des représentants de la haute bourgeoisie. Ils jouent sur du velours !

■ Royaliste : Pourquoi ?

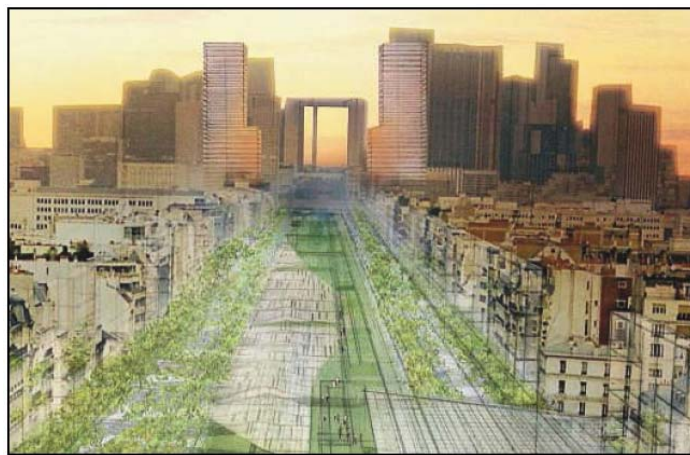
Monique Pinçon-Charlot : Quand les dirigeants de *La Demeure historique* défendent le patrimoine national, ils défendent aussi leurs propres châteaux et reçoivent à cet effet des aides de l'État même s'ils sont très riches. Ce n'est pas condamnable mais l'ambiguïté mérite d'être soulignée.

■ Royaliste : On peut donc parler d'un véritable militantisme ?

Michel Pinçon : Oui. Et nous avons cherché à comprendre les modalités du militantisme dans ce milieu social. Cette bourgeoisie militante vit dans la schizophrénie. D'une part, son adhésion théorique au libéralisme économique est totale : elle croit à la concurrence et aux valeurs individualistes ; d'autre part, elle forme un groupe très soudé, activiste, qui a une pratique collectiviste.

■ Royaliste : Le mot est fort !

Michel Pinçon : Ma réponse sera très concrète : pour gérer ses quartiers et ses ensembles immobiliers, cette bourgeoisie



■ Le projet de couverture de l'avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly avec les deux énormes tours de 40 étages de bureaux au niveau du pont de Neuilly.

militante s'appuie sur des cahiers des charges très contraignants. Prenons Le Vésinet, qui est une ville de propriétés privées (y compris une partie de la voirie) ou encore la Villa Montmorency (un groupe de 130 maisons sur de grandes parcelles dans le XVI^e arrondissement) : la forme juridique de la copropriété, c'est « l'association syndicale autorisée » qui est sous la tutelle du préfet. Celui qui achète un bien immobilier dans ces lieux est obligé d'être membre de l'association et de verser la cotisation au percepteur – qui est le comptable de l'association. Les propriétaires n'ont pas le droit de faire des agrandissements (garage etc.).

Ce collectivisme pratique se retrouve à l'Institut de France. Le legs de la famille Jaque-mart-André à l'Institut de France est géré de manière collective par cette institution qui prend en charge la conservation d'un bien privé et la mémoire d'une famille où il n'y avait pas d'héritiers. Nous avons également constaté que les ventes aux enchères des grandes familles n'aboutissent pas à la dispersion des biens : le patrimoine est récupéré par d'autres membres du groupe social – par exemple celui du comte et de la comtesse Decazes que nous analysons dans notre livre.

■ Royaliste : La mobilisation se fait aussi dans les cercles et les clubs sur lesquels vous aviez déjà travaillé...

Michel Pinçon : Oui. Les réseaux se constituent, s'entre-

tiennent et se consolident au *Jockey club*, au *Polo de Paris*, au *Cercle du Bois de Boulogne*, à l'*Automobile-Club*... Ces cercles rassemblent des membres de la haute société qui ont des activités très diversifiées : hommes d'affaires, banquiers, industriels, membres de l'Institut de France, militaires...

Ce qui compte dans ces réseaux, ce n'est pas l'activité qu'on exerce, c'est le fait d'être au plus haut niveau dans celle-ci. Cela permet de mettre ensemble les pouvoirs de chacun et de démultiplier ces pouvoirs par le pouvoir de tous les autres. De fait, il y a des rencontres entre les directeurs de cercles, des conventions entre tous ces cercles. Ces conventions sont nationales et internationales. Le *Cercle Interallié* a 136 conventions avec des cercles à l'étranger dans vingt-neuf pays. Il existe aussi des réseaux d'écoles privées de très haut niveau : l'*École des Roches* en France, *Le Rosay* en Suisse où les enfants se font des relations dans de nombreux pays et, évidemment, dans le meilleur monde. Les annuaires d'anciens élèves de ces écoles sont très parlants.

On peut parler d'une internationale bourgeoise, solidement organisée.

Propos recueillis par B. La Richardais

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot – « *Les ghettos du Gotha* », Seuil, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

Portraits

La colère de Natalia

Dans cette nouvelle livraison de *La Revue*, ce sont les portraits d'hommes d'État - ou supposés tels - que l'on retient. Nicolas Sarkozy fait la couverture mais ce qu'on en dit a été cent fois lu et la posture du personnage a changé depuis les municipales. Dans ses apparences, il est probable qu'il mutera encore avant l'été. L'homme est à saisir sur le vif - selon la recette de la grillade assaisonnée et servie fumante - ou à étudier dans un séminaire de psychanalyse et à servir farci de Freud et de Lacan.

Portrait trop léger de Dmitri Medvedev où l'on se demande en sacrifiant à la mode parisienne si ce sera un « *Poutine à visage humain* ». L'article de Christine Zeytounian-Beloüs mérite d'être lu car il contient des données utiles sur le nouveau président russe. Mais l'information sur l'économie du pays est déficiente et on regrette que l'analyse des enjeux politiques soit réduite aux clichés habituels : Medvedev le gentil technocrate libéral contre le grand méchant kagébiste. Se souvient-on que toute la presse annonçait que Vladimir Poutine se débrouillerait pour faire un troisième mandat ?

Solide évocation, en revanche, d'un méconnu de grande importance : Ahmet Davutoglu, qui est considéré comme l'inspirateur de la politique étrangère de la Turquie. Joséphine Dedet explique que le pays, traditionnellement orienté vers les États-Unis et Israël, est en train de déployer une diplomatie tous azimuts qui comprend d'importants aspects économiques mais qui est dépourvue de tropismes religieux. A suivre.

Jacques BLANGY

(1) *La Revue* Mars/Avril 2008. N° 13. 7,50 

Lourde d'innombrables dépit, la colère de Natalia Narotchnitskaïa est celle de très nombreux Russes, humiliés par les dirigeants du « camp occidental », constamment agressés par la grande presse de l'ouest du continent et menacés par les projets d'extension de l'Otan.

Voici un livre qui n'aura pas d'existence médiatique pour deux raisons :

- l'auteur, historienne et philosophe, est inconnu à Saint-Germain des Prés ;

- la notice de présentation nous informe que cette patriote russe, membre du parti Rodina, a été député à la Douma. Comme elle est la fille d'un académicien soviétique et qu'elle a travaillé de 1982 à 1989 au secrétariat des Nations Unies à New York, il est facile de la cataloguer parmi les poutinistes. Son cas est donc réglé, à moins qu'une plume autorisée ne se serve du livre comme document à charge dans le procès intenté aux dirigeants russes depuis l'arrivée de Vladimir Poutine aux affaires.

Il est vrai que le livre de Natalia Narotchnitskaïa (1) pêche par maints excès et sacrifie par trop à la théorie du complot *occidental* contre la Russie pour qu'on puisse le compter parmi les textes de références. Il faut cependant lire cette histoire des relations entre les Russes et les Anglo-américains comme le symptôme d'un énorme malaise qu'il faut précisément connaître pour mieux le dissiper. D'où la nécessité d'une longue réponse sans complaisance mais fraternelle, solidement argumentée - celle qu'esquisse Jacques Sapir dans sa postface.

Pour qu'on saisisse la nature de ce qui est plus qu'un *malentendu*, il faut se souvenir que les Russes et presque tous les peuples qui ont appartenu à l'Union soviétique sont fiers d'avoir gagné, au prix de sacrifices inouïs, la Grande guerre patriotique. Or, même en France, la classe dirigeante et des journalistes incultes, fascinés par une Amérique mythifiée, voudraient faire oublier aux Français une vérité historique connue et reconnue voici une quarantaine d'années : l'Europe a été libérée des armées allemandes et de la terreur nazie par l'Armée soviétique principalement : le tournant de la guerre, c'est Stalingrad, pas le débarquement de Normandie (qui fait d'ailleurs oublier le rôle majeur de l'Armée et de la Résistance françaises dans la libération du territoire national). Les Français doivent être les premiers à répondre à la question de Natalia Narotchnitskaïa : « *que reste-t-il de notre victoire ?* ». Ce qui nous permettra de nous retrouver nous-mêmes.

Les Russes doivent comprendre que c'est une petite fraction de l'intelligentsia française qui dénigre la Russie à la manière dont on brûle ce qu'on a adoré. Certains intellectuels médiatiques voudraient oublier leur longue complicité avec les régimes totalitaires de l'après-guerre. Mais beaucoup d'autres, qui furent communistes, ont gardé

de leur engagement un amour profond de la Russie et une profonde intelligence de l'Union soviétique. Nous sommes par ailleurs nombreux à comprendre, malgré le tintamarre médiatique, que la plupart des Russes ont vécu l'expérience ultra-libérale des années quatre-vingt-dix comme une seconde catastrophe. Et Vladimir Poutine nous intéresse moins que la constitution (inachevée) d'un État démocratique et la reconstruction (en bonne voie) d'une économie nationale.

Il est vrai, enfin, que les États-Unis tentent d'encercler la Russie par l'extension de l'Otan et par les opérations de déstabilisation politique qu'ils mènent ou qu'ils ont menées en Ukraine, dans le Caucase et en Asie centrale. Cette menace d'encerclement est pour nous une menace d'inféodation aux Américains et de participation accrue à des opérations militaires contraires à nos intérêts nationaux. La lutte commune, sur ce point, est une manière de se retrouver afin de réorganiser, sans que Washington s'en mêle, le continent européen.

Dans l'espoir de confrontations directes, nous apprécions les derniers mots de Natalia Narotchnitskaïa : « *L'avenir de la Russie est l'avenir de l'Europe* ».

Maria DA SILVA

(1) Natalia Narotchnitskaïa, « *Que reste-t-il de notre victoire ? Russie-Occident : le malentendu* », Éditions des Syrtes, 2008. Préface de François-Xavier Coquin, postface de Jacques Sapir, prix franco : 18 €.



La fragilité moderne

L'emprise de la sociologie dans l'univers intellectuel et universitaire est souvent référée au nom de Pierre Bourdieu dont le décès fut symboliquement marqué par *Le Monde* d'Edwy Plenel avec une solennité sans beaucoup de précédents. « Vous croyez que la science politique est devenue **libérale** en France ? me disait récemment un professeur éminent. Vous vous trompez. Elle est bourdieusienne et il est parfois difficile de respirer hors de son emprise. » Mais, fort heureusement, il arrive que des disciples se révoltent contre un maître qui leur a, certes, beaucoup appris mais dont l'orientation idéologique les révolte. Il est vrai que la sociologie ne se supporte pas elle-même et que son champ d'expérimentation réclame des références qu'elle retient d'autres disciplines. Ce n'est pas le moindre mérite de Jean-Pierre Le Goff que d'annoncer clairement la couleur sur ce sujet essentiel. Le projet d'un savoir sur la société a beau devoir s'enfermer aujourd'hui dans le cadre strict des sciences humaines, il est permis de penser que les disciplines traditionnelles qu'étaient l'histoire, la littérature et la philosophie sont toujours aussi indispensables pour comprendre plus profondément l'évolution des mentalités et des pratiques sociales. Le Goff ajoute que cela n'importe pas seulement à l'épistémologie. S'il aboutit, en effet, au constat d'une *France morcelée*, c'est peut-être aussi que le corps social souffre d'être enfermé dans le carcan psychosociologique, incapable, hors du *management* et de l'audit, de se situer dans le temps de la culture et du symbolique.

Le labeur d'élucidation des phénomènes sociaux échappe grâce au regard original de notre observateur à la double impasse du fonctionnalisme et du néo-marxisme à la Bourdieu. Le premier s'interroge sur les dysfonctionnements d'un système qui vise à la performance, le second ne discerne qu'effets de domination, d'inégalité ou de discrimination. Sans doute les deux points de vue possèdent-ils leur part de légitimité mais ils sont exposés l'un et l'autre à un défaut de discernement sur les coordonnées les plus importantes et les plus structurantes. Entendons-nous. Il ne s'agit nullement de passer subtilement d'un genre à l'autre, en glissant par exemple vers l'essai philosophique. Jean-Pierre Le Goff est aussi attentif que ses collègues à tout l'appareil statistique disponible, il observe la révolte des banlieues autant que le devenir des conditions de travail dans l'entreprise et rien ne lui échappe des aspects les plus inédits des mutations en cours. Mais c'est la distance culturelle qui lui permet d'appréhender la nature réelle de la métamorphose qui s'est accomplie dans les dernières décennies et qui échappe à l'analyste lorsque celui-ci a le nez trop collé sur l'immédiat au point d'absorber les affects contemporains sans pouvoir les distinguer et les juger.

par Gérard Leclerc



La France morcelée est un recueil d'études parue dans la revue *Le Débat* de Pierre Nora et de Marcel Gauchet dont l'unité est évidente au-delà de la diversité de ses sujets. La campagne présidentielle de 2007, l'échec du référendum européen, les grèves de mai-juin 1993, la lutte contre le CPE, la plainte pour harcèlement moral dans l'entreprise... Autant d'objets d'observation divers mais qui ramènent grâce à la sagacité de l'observateur à la fragilité moderne, à la fragilité psychologique mais aussi morale dès lors qu'on est dans l'impossibilité de surmonter intellectuellement son propre mal-être.

Un fil rouge relie, en effet, cette diversité. De l'État à l'entreprise en passant par les quartiers, on est renvoyé à une même incertitude. Incohérence de l'État : « *Le pouvoir informe brouille les responsabilités et les rôles ; incapable de décision claire et de choix cohérent, il verse dans l'opportunisme et la démagogie face à une demande sociale éclatée et contradictoire qu'il contribue par son attitude même à entretenir et à développer.* » Le retour à la campagne présidentielle se montre aussi

extrêmement intéressant, car il révèle comment les deux finalistes se sont distingués par une surenchère compassionnelle par rapport à un électorat en manque d'affection. Il ne s'agit pas seulement d'habileté manœuvrière mais d'un véritable changement de paradigme : « *Les grandes idéologies impliquant une vision du développement historique se sont trouvées remises en question et la politique a considérablement réduit ses ambitions.* » Dans le cadre d'une désarticulation sociale, les dirigeants sont contraints de prendre en compte l'individualisme narcissique dominant – là dessus Le Goff est en accord parfait avec Christopher Lasch. Mais les dégâts en terme d'*érosion symbolique des institutions* sont considérables et la droite y est vouée autant que la gauche. Plus de distance entre l'État et la société, et Nicolas Sarkozy autant que Ségolène Royal est engagé dans un jeu de miroirs aussi fragile qu'éphémère avec l'image de la société.

Une société qui se révèle de façon étonnante dans la thématique du harcèlement moral à laquelle Jean-Pierre Le Goff consacre deux chapitres passionnants. On connaît l'extraordinaire succès de l'ouvrage de Marie-France Hiri-goyen qui n'a pu recevoir le suffrage de centaines de milliers de lecteurs que parce qu'elle aussi tendait un miroir où toute une société reconnaissait son mal-être. Pourtant notre psychiatre s'est elle-même aperçue qu'il était périlleux de lancer ainsi dans le public un concept qui appartenait à l'observation clinique mais qui était en risque d'instrumentalisation idéologique, au point de se transformer en crime puni par la loi. Le mélange des genres est là encore significatif d'un brouillage intellectuel qui correspond à l'éclatement des références sociales. L'effacement des rôles et des normes rend compte de l'invisibilité du pouvoir et d'une prétendue autonomie des agents de l'entreprise qui ne parviennent plus à supporter le poids d'une responsabilité sans fond. Bourdieu avec sa philosophie de la seule dénonciation des discriminations ne saurait apporter de solution réelle à des individus en mal d'une société éclatée et d'un État de moins en moins responsable.

📖 Jean-Pierre Le Goff - « *La France morcelée* », Gallimard, Folio actuel, prix franco : 8,50 €.

[Achat immédiat](#)

Gaston d'Orléans

La longue histoire des Capétiens est, avant tout, celle d'une famille. Princes, ils furent saints ou libertins, batailleurs, rusés, flamboyants ou austères, presque tous conscients de leurs droits et devoirs. L'histoire retient cependant quelques individus indignes de leur rang. Faut-il classer Gaston d'Orléans, frère de Louis XIII parmi ces derniers ?



Les historiens se sont peu préoccupés du personnage jugeant sans doute que ce Bourbon a occupé et fort mal une place médiocre et dégradante dans l'histoire nationale. Quelques mémorialistes en ont dressé un portrait dont le plus cinglant est l'œuvre du cardinal de Retz, un maître du genre : « *Il y avait très loin de la velléité à la volonté, de la volonté à la résolution, de la résolution au choix des moyens, du choix des moyens à l'application.* » Terrible ! Mais qu'en est-il réellement ?

Christian Bouyer, spécialiste du XVII^e vient de combler une lacune et répondre à notre interrogation en publiant *Gaston d'Orléans – le frère rebelle de Louis XIII*. Il précise qu'il ne s'agit pas d'une réhabilitation mais d'une *découverte*, celle d'un homme riche de diverses facettes.

Fils d'Henri IV et de Marie de Médicis, Gaston est élevé avec sa dizaine de frères et sœurs tant légitimes que bâtards sous l'énergique autorité de Madame de Monglat. Préféré entre tous par sa mère, il reçoit ensuite une éducation soignée et une forte instruction. Le temps passe, Henri IV est assassiné, Louis XIII accède au trône et devient réellement le roi après l'élimination des Concini.

Alors qu'il aurait pu vivre au côté ou à l'ombre de son frère et donner libre cours à son incontestable goût des belles choses, Gaston préfère envisager de lui ravir la place, les circonstances semblant s'y prêter ; mais « *il n'avait ni l'envergure ni le talent nécessaire pour réussir* » de plus les *circonstances* s'avèrent vaines.

Louis XIII à la santé chancelante laissait espérer une fin rapide. Par ailleurs, la stérilité du couple royal ouvrait la voie à l'héritier naturel : Gaston. On comprend alors, à quel point, ce prince se trouva entouré d'ambitieux, d'opportunistes et de conseillers douteux. Les espoirs s'effondreront, le roi, malgré plusieurs alertes, reste à son poste. Contre toute attente, la reine accouche enfin de celui qui deviendra Louis XIV.

L'héritier présomptif poursuivra ses chimères organisant cabales, complots, révoltes contre l'autorité royale. Les échecs se succèdent, des têtes tombent. Gaston lui, se sent invulnérable. Sa force ne résultait pas de sa propre nature mais ce de qu'il était en cette circonstance déterminée. La raison d'État et les nécessités dynastiques le mettaient à l'abri de toute poursuite.

À côté du roi chancelant mais vivant, Gaston voyait peu à peu se dresser devant lui un redoutable adversaire en la personne de Richelieu. Après la célèbre journée des Dupes le cardinal assoit sa plénitude et, avec l'accord total du roi, peut mettre en œuvre sa grande politique. Celle-ci coûte cher aux Français dont la quasi-totalité n'a pas la moindre idée de l'intérêt de cette politique pour le pays. Gaston a beau jeu de se poser en défenseur du peuple, à se concilier des pans entiers de la noblesse désirant récupérer des droits (?) que la monarchie de plus en plus centralisatrice lui retire. À défaut de succession il faut changer de politique, abattre le ministre.

Nouvelles cabales, fuite à l'étranger, levée de troupes, nouveaux échecs, les têtes tombent encore. Nouveaux pardons et vaines réconciliations jusqu'à l'ultime complot, véritable et inique trahison de Monsieur, traitant avec l'Espagne en guerre contre la France. Ultime échec qui verra l'exécution du marquis de Cinq-Mars et son ami de Thou. En cette occasion Gaston fit preuve d'une désinvolture et d'une lâcheté sans borne ; la *Grande Mademoiselle*, sa propre fille, fustige elle-même son attitude dans ses *Mémoires*.

Cela en était trop, plus de pardon pour le prince félon. Il est destitué de tous ses droits le 1^{er} décembre 1642, mais, trois jours plus tard, Richelieu l'implacable décède suivi rapidement par Louis XIII. La régence s'ouvre, un conseil de régence est constitué, Mazarin conciliant et perspicace fait rendre ses droits à Gaston qui intègre le conseil et Christian Boyer d'écrire : « *Monsieur n'a pas fait preuve d'une grande originalité politique au cours des années de la régence, tout au plus ne l'a-t-il pas entravée et c'est bien, en vérité, ce qu'on lui demandait.* »

Alors Gaston indigne de son rang ? Tout ne fut pas négatif dans son existence, mais si peu. Son côté Médicis s'est manifesté par sa passion des arts, il fut un collectionneur avisé, il aimait la littérature, fut un mécène de gens de lettres (médiocres). Il a légué ses œuvres d'art à son neveu Louis XIV, cela est cependant loin de l'absoudre de toutes ses trahisons vis-à-vis de son frère et de sa constante et consternante lâcheté envers ses compagnons victimes de sa légèreté.

Michel FONTAURELLE

Christian Bouyer - « *Gaston d'Orléans – le frère rebelle de Louis XIII* », Pygmalion, prix franco : 23 €. [Achat immédiat](#)

ADHÉRENTS

Tous les adhérents, à jour de cotisation, devraient maintenant avoir reçu leur carte pour 2008. Si ce n'est pas votre cas c'est peut-être que vous n'êtes pas à jour... pensez à régulariser votre situation.

D'autre part les élections pour le Conseil national auront lieu en mai, les adhérents, remplissant les conditions d'éligibilité, ont reçu un courrier d'appel de candidature. Merci à eux d'y répondre sans tarder quelle que soit leur réponse.

CONGRÈS 2008

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 12 et 13 avril 2008. Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 12 avril). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, *"La politique de Défense nationale"* et, d'autre part, *"Liberté du journaliste et indépendance de la presse"*.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st>
(Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

Malveillance

A la suite d'un acte de malveillance dans les services postaux, de nombreux exemplaires de notre dernier numéro (n°922) avec pour titre de "une" *"Des idées pour la France"* ne sont pas parvenus à leurs destinataires. Si cela était votre cas, merci de nous le signaler pour que nous puissions vous en envoyer un autre.

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 2 avril** - Chercheur au CNRS, spécialisé dans l'histoire de l'islam des pays arabes du Moyen-Orient, **Pierre-Jean LUIZARD** a notamment publié, après la chute de Saddam Hussein, un ouvrage de référence sur la question irakienne. Sa nouvelle recherche porte sur « **Les laïcités autoritaires en terre d'islam** ». A l'encontre de la conception française, la laïcité n'est pas nécessairement le corollaire de la République démocratique : en Tunisie, en Irak, en Iran, la laïcité a été imposée par des régimes dictatoriaux à des sociétés qui demeuraient foncièrement musulmanes. C'est seulement en Turquie que le principe laïc, durement appliqué dans un premier temps, a été accepté et intégré à la culture du pays – non sans de fortes réactions isla-

miques dont nous sommes aujourd'hui les témoins. Plus largement, c'est la question de la modernisation des pays arabo-musulmans qui se trouve judicieusement posée au moment où l'on discute de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et d'une politique méditerranéenne aux objectifs incertains.

● **Mercredi 9 avril** - En Europe de l'Ouest, en France singulièrement, les dirigeants dissertent sur le réel, la mondialisation, la construction européenne et la puissance américaine selon des schémas du XX^e siècle : tandis qu'un quarteron d'intellectuels médiatiques prolonge fictivement la Guerre froide, l'oligarchie agit comme si la planète devait être régentée par les États-Unis. Or les Américains, confrontés à deux défaites militaires majeures en Irak et en Afghanistan, sont maintenant plongés dans la tourmente financière qui atteint aussi l'Ouest européen. Les relations internationales sont donc à repenser et le monde va devoir se réorganiser autrement que selon les fausses contraintes d'un hypothétique marché.

Tels sont quelques-uns des défis du « **Nouveau XXI^e siècle** ». Directeur d'études à l'EHESS, professeur à l'École économique de Moscou, auteur de maints ouvrages théoriques et d'essais engagés, invité régulier de nos réunions, **Jacques SAPIR** nous invite à prendre comme

perspective le retour des nations. Il y a un bel avenir pour la France – mais à quelles conditions ?

● **Mercredi 16 avril** - Il ne faut pas prendre à la légère les *guerres de mémoire* : elles peuvent engendrer des révolutions. Le premier exemple, c'est le conflit des *germanistes* et des *romanistes* qui semble se réduire à une controverse obscure entre érudits mais qui opposa à l'âge classique maints philosophes et historiens.

Historien des idées et critiques littéraire, maître de conférences à Paris VIII, **Jacques de SAINT VICTOR** examine à la lumière de ce débat historique « **Les racines de la liberté** » : celle des Modernes qui s'affirme avec la Révolution française avec une violence qui doit être sérieusement interprétée. Pourquoi la transition qui a réussi en Angleterre échoue-t-elle en France ? Quelles sont les particularités du libéralisme français contemporain ? Comment définir l'esprit républicain ? Doit-on regretter ou condamner la fameuse « exception française » ? En revenant avec Jacques de Saint Victor sur des débats historiques qui nous sont devenus familiers grâce à Claude Nicolet, Blandine Kriegel, Marcel Gauchet, Ran Halevi... nous ne perdons de vue aucun des enjeux de la période historique que nous sommes en train de vivre.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Les disjonctés

Je veux rappeler ici deux séries d'événements qui se sont déroulés en France et dans le monde le dimanche 16 et le lundi 17 mars. Je les note dans un désordre voulu, tels qu'ils ont pu être observés par un citoyen immergé dans son bain médiatique quotidien.

La première série concerne les élections municipales. Déclarations des chefs de partis et de tendances, pour se réjouir ou sauver la face. Débats entre les mêmes. Langue de bois générale. Supputations sur le remaniement gouvernemental et le changement d'attitude de Nicolas Sarkozy. Sa montre. Ses lunettes de soleil. Jean-Claude Gaudin rescapé à Marseille. Bertrand Delanoë qui triomphe à Paris... Tout ce qui fut dit et montré le dimanche soir fut repris dans la journée du lundi par des commentateurs d'autant mieux informés qu'ils sont manifestement à tu et à toi avec Laurent, Valérie et des François de droite ou de gauche.

Les événements de la deuxième série ont été classés, comme on dit à la télévision, « dans le reste de l'actualité » et expédiés en trente secondes, au mieux en trois minutes : l'effondrement d'une grosse banque américaine ; une nouvelle injection de liquidités, massive, par la Réserve fédérale ; le dollar à 1,60 euros ou presque ; la récession américaine qui se confirme ; le pessimisme sur la croissance française ; la hausse du baril de pétrole.

Ceci pour le dimanche. Et le lundi, après avoir revu les images de foules joyeuses saluant des vainqueurs épanouis, après avoir écouté une fois de plus un

chef de l'UMP assurant qu'on allait *poursuivre les réformes* pour répondre à *l'impatience* des Français, on apprenait que vingt soldats français avaient été blessés au Kosovo, dans la partie serbe de Mitrovica.

Sans avoir étudié l'économie politique, un citoyen ordinaire pouvait constater une aggravation considérable de la crise financière et s'informer sur les conséquences de la catastrophe en cours dans la presse écrite — qui publie une information



mieux équilibrée avec un souci louable de pédagogie. Ce même citoyen pouvait aussi trouver dans son quotidien favori des éléments d'appréciation sur les désordres au Kosovo et les compléter en consultant un ou deux sites sur la Toile. Je tiens à souligner, lourdement, que les dirigeants politiques et les journalistes-vedettes disposent quant à eux des ouvrages, études et documents de travail qui leur permettent d'anticiper nombre d'événements.

Mes remarques banales sur une mise en relation simpliste de deux séries d'événements aboutissent à un constat hallucinant : les tragédies qui se déroulaient en Europe et aux États-Unis les

16 et 17 mars n'ont pas fait l'objet du moindre débat entre les dirigeants politiques présents sur les plateaux de télévision. Et les « grands professionnels » des médias se sont bien gardés de demander à ceux qui dissertaient sur la nature et le rythme de l'action présidentielle comment empêcher que la crise financière et monétaire ne vienne dévaster notre pays déjà ébranlé. Ils ne leur ont pas demandé non plus comment sortir les soldats français des pièges dans lesquels MM. Chirac et Jospin les ont placés et dans lesquels M. Sarkozy les tient enfermés.

Je ne néglige pas le résultat des élections municipales et je n'oublie pas que le débat démocratique ne se déroule pas seulement sur les plateaux de télévision. Mais le Parlement et la Place publique donnent le même spectacle stupéfiant : l'opposition est demeurée inerte lorsque Nicolas Sarkozy a décidé de placer à Kandahar des Mirage qui servent sous commandement étranger dans une guerre perdue menée par des stratèges imbéciles ; elle n'a pas dénoncé l'absurde optimisme du gouvernement face à la crise financière ; elle n'a pas interpellé le supposé président de la République et les ministres concernés le jour où nos soldats ont été blessés.

La classe dirigeante a disjoncté. Nicolas Sarkozy n'est que le représentant, caricatural, d'une microsociété qui se moque de lui mais qui est accaparée comme lui par les signes extérieurs de sa puissance et de sa richesse. Les membres de ce club dissertent sur la mondialisation et la soumission au réel, mais ils sont totalement indifférents à la réalité des misères, des souffrances et des morts dont ils sont responsables. Un jour ou l'autre, ils devront pourtant répondre à ceux qu'ils ont abandonnés.

Bertrand RENOUVIN